

*Redéploiement du ministère de l'Immigration*

## **Le gouvernement veut réparer des pots qu'il a lui-même cassés, selon le SPGQ**

**Québec, le 5 décembre 2017** – Le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) s'étonne de la décision du premier ministre, Philippe Couillard, de redéployer des bureaux régionaux du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI). « Après avoir procédé à la fermeture des sept directions régionales du MIDI entre novembre 2014 et mars 2015, c'est à se demander si Philippe Couillard a oublié le saccage que son gouvernement a mis en place durant cette période et que nous dénonçons haut et fort », dénonce Richard Perron, président du SPGQ.

Le SPGQ est éminemment perplexe devant le discours décentralisateur du premier ministre qui vise des mesures extraordinaires et ambitieuses pour faciliter l'installation des immigrants en région et pallier la pénurie de main-d'œuvre qui frappe tous les secteurs d'activités. Ce virage à 180 degrés est déconcertant : l'échéance électorale de 2018 semble avoir fait oublier la décision arbitraire du gouvernement de décapiter le MIDI en région, ce qui a eu de lourds impacts sur les services aux immigrants et l'économie de plusieurs régions, sans oublier les 125 d'employés, tous corps d'emploi confondus, ainsi touchés.

« Dès novembre 2014, le SPGQ jugeait néfaste que le personnel des directions régionales de Laval, des Laurentides, de Lanaudière et de la Montérégie se voit proposer des emplois dans certaines directions du MIDI à Montréal. Plusieurs ont aussi été soit mis en disponibilité, étant dans l'obligation de se trouver un emploi dans un autre ministère, sans précision sur sa localisation, ou soit transférés vers le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Une réforme austère complètement improvisée pour réaliser des économies de bout de chandelle », indique Richard Perron.

Pourtant, les employés des directions régionales du MIDI jouaient un rôle majeur dans l'adaptation des politiques et des programmes gouvernementaux aux réalités régionales, estime le SPGQ. À l'instar de la fermeture, en décembre 2014, de toutes les directions régionales du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), le SPGQ demeure convaincu que la décision de fermer les directions régionales du MIDI ne reposait sur aucune assise solide ni analyse sérieuse et que rien ne démontrait qu'elle procurerait des économies à l'État québécois ou des gains d'efficacité.

« Ce geste irréfléchi a privé le Québec d'une solide expertise en matière d'immigration et d'intégration régionale et a ouvert toute grande la porte au laisser-faire, lequel semble déjà bien implanté avec l'emploi au MIDI de plusieurs dizaines de consultants dont les tâches auraient dû être confiées aux professionnels des directions régionales du MIDI. Comment le gouvernement peut-il affirmer vouloir régionaliser l'immigration alors qu'il y a moins de trois ans, il se retirait complètement, et ce, après y avoir investi pendant 40 ans? Il y a là une incohérence flagrante entre cette décision et le gros bon sens, mais nous continuons à encourager le gouvernement à faire des pas dans la bonne direction à l'égard de tous les autres aspects du dysfonctionnement du MIDI, plombé par les coupes d'effectifs et [maintenant incapable de remplir sa mission](#). Le gouvernement tente maintenant de réparer des pots qu'il a lui-même cassés », conclut le président du SPGQ.

### **À propos du SPGQ**

Le SPGQ est le plus grand syndicat de personnel professionnel du Québec. Créé en 1968, il représente environ 24 900 experts, dont près de 17 600 dans la fonction publique, 4 600 à Revenu Québec et 2 700 en santé, en enseignement supérieur et dans les sociétés d'État.

— 30 —

### **Source**

Philippe Desjardins

Conseiller à l'information

Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec

Cell. : 581 995-0762

Courriel : pdesjardins@spgq.qc.ca